

DÉLIBÉRATIONS



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

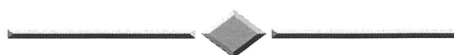
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/31
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025113-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

31 GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF À LA PASSATION D'UN MARCHÉ POUR LE DÉPLOIEMENT DE L'APPLICATION ALEX CRÉÉE PAR WECARE@WORK - AUTORISATION DE SIGNATURE



MESDAMES, MESSIEURS,

La Commune de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen ainsi que la Métropole Rouen Normandie présentent un besoin commun, relatif au déploiement de l'application ALEX développée « We care@work », destinée à l'ensemble de leurs encadrants et agents.

La Commune de Rouen, le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) et la Métropole Rouen Normandie se sont conjointement engagés dans un plan d'action "Bien vivre ensemble le cancer en milieu professionnel". Ce dispositif vise à :

- Créer un écosystème professionnel bienveillant pour les agents publics confrontés à la maladie ou en situation d'aidant,
- Partager les connaissances et fédérer un réseau institutionnel et associatif autour des bonnes pratiques en matière d'accompagnement,
- Soutenir activement les agents malades, les aidants et l'ensemble de la communauté professionnelle concernée.

Dans la mise en œuvre de ce plan, les trois entités souhaitent constituer un groupement de commandes, conformément à l'article R. 2122-10 du Code de la Commande Publique. Ce groupement permettra, dans le cadre d'une expérimentation, la conclusion d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, en vue du déploiement de l'application ALEX, développée par Wecare@work, au bénéfice de l'ensemble des encadrants et agents de la Ville de Rouen, du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen (C.C.A.S.) et de la Métropole Rouen Normandie.

ALEX est une application de soutien au bien-être et de sensibilisation aux maladies chroniques dans le milieu professionnel créée par WeCare@Work. Elle accompagne les agents confrontés à la maladie, mais également les encadrants, les RH ou les aidants. L'outil propose des ressources adaptées, des conseils personnalisés, une ligne d'écoute dédiée ainsi qu'un accès facilité aux dispositifs d'aide de l'entreprise. L'objectif est d'offrir un soutien confidentiel, rapide et accessible pour améliorer la qualité de vie au travail et prévenir les situations de vulnérabilité.

L'objectif poursuivi par la constitution du groupement de commandes est de bénéficier d'offres financières plus attractives grâce à un volume de commandes plus important sans pour autant détériorer la qualité des services proposés. Le marché est estimé à hauteur de 10 000 euros HT au maximum pour la Métropole Rouen Normandie et de 12 000 euros HT maximum pour la Ville de Rouen et le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.).

Cette convention entrera en vigueur après approbation des assemblées délibérantes de chaque personne partie de cette convention.

La convention précise ses modalités de fonctionnement. Le coordonnateur du groupement est la Commune de Rouen.

Si nécessaire, la Commission d'Appel d'Offres compétente reste celle de la Commune de Rouen.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à :

- Autoriser la mise en œuvre d'une convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie,

DÉLIBÉRATIONS

- Autoriser le lancement des procédures opportunes de passation des marchés dans le cadre du périmètre de la convention et, en cas de procédure déclarée infructueuse ou sans suite, autoriser à relancer les procédures,
- Autoriser à relancer les procédures et autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer ladite convention, les marchés après attribution, ainsi que tous les documents s'y rapportant, sous réserve de l'inscription des crédits budgétaires.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-7,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R123-20,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1411-1 et suivants relatifs aux politiques de santé,

VU la Délibération sur les engagements pour un plan d'actions commun avec la Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen de bien vivre ensemble le cancer en milieu professionnel lors du Conseil métropolitain du 3 février 2025,

VU le projet de convention.

CONSIDÉRANT que le plan d'actions Cancers, maladies chroniques et Travail commun entre la Métropole Rouen Normandie, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen, prévoit le déploiement de l'application ALEX développée par We Care@Work à destination de leurs agents,

CONSIDÉRANT que dans la perspective de réaliser des économies d'échelle et de rationaliser les coûts, la Commune de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie souhaitent former un groupement de commandes,

CONSIDÉRANT qu'il apparaît de bonne pratique de grouper aux besoins de la Commune ceux du C.C.A.S. de Rouen ainsi que la Métropole Rouen Normandie,

CONSIDÉRANT qu'il convient par conséquent de passer une convention constitutive de ce groupement de commandes, pour en définir les prestations envisagées et les conditions de fonctionnement.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES

1.- autorise la mise en œuvre d'une convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie,

2.- autorise le lancement des procédures opportunes de passation de marchés dans le cadre du périmètre de la convention et, en cas de procédure déclarée infructueuse ou sans suite, autorise à relancer les procédures,

3. - approuve les termes de la convention ci-jointe,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/31
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025113-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

4.- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention, les marchés et accords-cadres après attribution, ainsi que tous les documents s'y rapportant, sous réserve de l'inscription des crédits budgétaires.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.